

Violence et production de l'espace

Céline Allaverdian | Gabriel Fauveaud | Simone Tulumello

Céline Allaverdian : doctorante au département de géographie de l'Université de Montréal et à l'UFR Agriculture comparée à AgroParisTech/Université Paris-Saclay, UMR PRODIG et GRET

Courriel : celine.allaverdian@umontreal.ca

Gabriel Fauveaud : professeur adjoint au département de géographie et directeur du Centre d'études asiatiques de l'Université de Montréal

Courriel : gabriel.fauveaud@umontreal

Simone Tulumello : chargé de recherche, Instituto de Ciências Sociais da Universidade de Lisboa

Courriel : simone.tulumello@ics.ulisboa.pt

La violence occupe une place particulière dans les sciences sociales. Malgré le grand nombre de discussions, de critiques et d'ouvrages qui lui est consacré plusieurs de ses dimensions restent encore sous-théorisées, notamment la relation entre la violence et l'espace. Stéphane Rosière le souligne dans l'article inaugural du premier numéro de la revue *L'Espace politique*, « la violence paraît une grande absente de la géographie contemporaine alors qu'elle accapare, mais d'une certaine manière, la réflexion en géopolitique. [...], la violence reste trop souvent considérée comme effet d'une politique de puissance, mais pas réellement comme objet central » (2007, p. 10). À cet égard, il est intéressant de noter que l'ouvrage fondateur de Claude Raffestin sur le pouvoir n'aborde que peu la violence, dont il offre une définition très étroite en la considérant essentiellement en tant qu'« une forme extrême et brutale du pouvoir » (2019, p. 156).

Les choses ont commencé à changer récemment et les dimensions spatiales de la violence sont devenues l'objet d'une attention et d'une conceptualisation significatives (Springer et Le Billon, 2016 ; Tyner et Inwood, 2014, p. 771) – poussant certains à considérer qu'un « tournant spatial » s'est opéré dans la recherche sur la

question de la violence. Ce numéro spécial contribue de deux manières à mieux saisir l'articulation entre production de l'espace et violence et à ce que cela implique en matière de justice spatiale. Tout d'abord, en rassemblant des contributions très variées, tant d'un point de vue empirique que théorique, ce numéro spécial atteste que la notion de violence occupe, même si c'est souvent de façon implicite, une place majeure dans les travaux critiques en géographie humaine, particulièrement ceux réalisés par les jeunes chercheurs. Plutôt que d'envisager ce numéro comme un panorama exhaustif, nous le concevons comme une fenêtre thématique et analytique qui invite le lecteur à poursuivre et à approfondir les approches géographiques de la notion de violence.

Ensuite, l'objectif de ce numéro est de montrer que les recherches récentes sur la violence sont révélatrices de certains des principaux moteurs de la production actuelle de l'espace (une notion que nous discutons plus loin). En particulier, prenant acte du positionnement éditorial de la revue JSSJ, ce numéro révèle que la réflexion sur la relation entre la violence et l'espace permet de mieux aborder les injustices spatiales en général.

Thèmes fondamentaux sur les dimensions spatiales de la violence

Les dimensions spatiales de la violence ont traditionnellement été étudiées sous deux angles principaux. D'une part, la violence a longtemps été au cœur des travaux universitaires sur la guerre, c'est-à-dire les conflits armés et ethniques, soit à l'échelle locale ou nationale (Dorier-Apprill et Ziavoula, 1995 ; Walraet et Yéré, 2008) soit dans une perspective plus géopolitique (Chauvin et Magrin, 2020 ; Magrin, 2008 ; Turco, 2007). Dans ces travaux, la violence (armée) est principalement entendue comme découlant directement des relations de pouvoir, l'État et ses moyens de coercition et de contrôle étant le plus souvent au centre de l'analyse (Clochard, 2007). Ces travaux soulignent souvent que les conflits physiques produisent des espaces de violence particuliers, comme les camps par exemple (Cambrézy, 2001 ; 2007 ; Dorai, 2013), ou des processus spatiaux spécifiques, comme les déplacements de masse (Rosière, 2006) ou les bidonvilles (Bourgey, 1985).

D'autre part, les villes ont également été des espaces privilégiés de l'étude de la violence, et cela depuis fort longtemps. En effet, la sociologie urbaine est née de tentatives cherchant à comprendre comment l'urbanisation industrielle en Europe et en Amérique du Nord affectait la socialité, notamment en favorisant l'anonymat, l'animosité, l'aliénation et la violence (Mubi Brighenti et Pavoni, 2019). L'approche « écologique » de l'école sociologique de Chicago, et surtout la réflexion de Louis

Wirth sur « l'urbanisme comme mode de vie » (1938), a cristallisé ces idées : l'urbain était devenu, et à bien des égards est toujours, le lieu de prédilection pour l'exploration des relations entre l'espace et la violence (criminelle).

Le tournant néolibéral des années 1980 et la transition postindustrielle dans les pays du Nord, ainsi que les approches plus globales des théories urbaines, ont conduit à une diversification des travaux de recherche sur la violence et le développement urbain. L'émergence des villes globales et mondiales, par exemple, a été décrite comme un processus violent impliquant l'exclusion d'une partie importante des citoyens au nom de la modernisation et du développement économique (Burte et Kamath, 2017 ; Sassen, 2014). Pour d'autres, la violence et son corollaire, la peur, favorisent la diffusion de développements urbains spécifiques, tels que les quartiers résidentiels fermés (Colombijn, 2018). La violence est donc considérée en tant que facteur déterminant de diverses formes d'exclusion et de fragmentation urbaine (Coy, 2006 ; Landman et Schönreich, 2002 ; Low, 2001). Dans les pays du Sud également, la ville est de plus en plus souvent décrite comme un espace où se déroulent des formes spécifiques de violence sociale, ou comme le reflet privilégié d'une violence sociétale plus large (voir par exemple Bourdin et Bertrand Chancelier, 2019 ; Calas, 1998 ; Dory, 2018 ; Folio, 2007 ; Ninnin, 2014 ; Pourtier, 2000 ; Théry, 2018).

Enfin, il est également important de souligner que la violence aujourd'hui n'est pas considérée comme l'apanage des processus urbains, comme le font valoir les contributions de Mara Duer et Estefania Martinez Esguerra dans ce numéro. Un certain nombre d'études ont analysé les différentes formes de violence qui se produisent dans les zones rurales en relation, notamment, avec les déplacements forcés, les accaparements de terres (voir entre autres Baviskar, 1999 ; Hall, Hirsch et Li, 2011), l'exploitation des ressources (voir Le Tourneau, 2020) et les conflits sociaux en général (voir par exemple Krishnan, 2005).

Que ce soit en géographie ou en études urbaines, la littérature montre que la notion de violence a souvent été comprise comme un acte physique ou un processus tangible, tandis que les espaces urbains sont considérés comme un « contenant » de cette violence. Dans la continuité de cette conception de la relation entre espace et violence, d'autres travaux scientifiques défendent l'idée que l'espace peut être une forme de violence en soi, ce que certains auteurs ont nommé la « violence de l'espace » ou la « violence spatiale » (voir Forde, 2022 ; Kolovou Kouri *et al.*, 2021 ; Shaw, 2019). Ces expressions renvoient souvent à des organisations délibérées de l'espace qui sont créées pour maintenir un ordre social violent, pour perpétuer les inégalités sociales ou pour exclure physiquement des groupes socio-économiques spécifiques. Toutefois, de telles notions peuvent être problématiques lorsqu'elles suggèrent que l'espace et les

lieux sont « en eux-mêmes » capables de violence ou peuvent en être porteurs. L'idée que des espaces spécifiques peuvent être violents rappelle également l'idée que certaines parties du monde, ou certains espaces – essentiellement la ville –, ont une plus grande propension à la violence que d'autres, ou sont intrinsèquement propices à la violence, une idée qui a perduré pendant longtemps à propos des pays du Sud (voir entre autres Gallais, 1994).¹

Un « tournant spatial » dans l'étude de la violence

L'étude des dimensions spatiales de la violence a connu d'importantes transformations au cours des deux dernières décennies. Inspirées par plusieurs dizaines d'années de critiques philosophiques et anthropologiques qui ont mis en lumière la façon dont la violence existe et agit de manière multiple, subtile et omniprésente, la géographie et les études urbaines ont cherché à dépasser la compréhension réductrice de la violence comme phénomène limité à l'utilisation de la force (c'est-à-dire la violence physique directe). S'appuyant sur divers penseurs tels que Walter Benjamin, Pierre Bourdieu, Johan Galtung, Slavoj Žižek et Frantz Fanon, les chercheurs ont accordé une attention particulière aux deux notions interdépendantes de violence structurelle et de violence symbolique/culturelle. Celles-ci renvoient respectivement aux formes de violence résultant de la manière dont les structures imposent les inégalités de pouvoir et de chances, et aux processus symboliques et culturels qui rendent la violence structurelle invisible ou justifiable.

À ce titre, le concept de violence structurelle développé par Johan Galtung (1969) et complété par des notions complémentaires comme celles de violence « abstraite » (Tyner et Inwood, 2014), « coloniale » (Fanon, 1961) et « silencieuse » (Watts, 1983) permet de rendre particulièrement bien visibles les relations entre l'espace et la violence. Les chercheurs en écologie politique, par exemple, ont montré comment le lien structurellement violent entre race, classe et espace est au cœur des impacts variés de la pollution et de la destruction de l'environnement à travers de multiples formes de « violence lente » (Davies, 2022).

Par ailleurs, la notion de « violence infrastructurelle » (Rodgers et O'Neill, 2012) a permis d'enrichir la théorisation de la violence structurelle en mettant l'accent sur certaines de ses matérialisations concrètes et spatiales. Étant donné que les infrastructures – entendues au sens large comme les dispositifs et les appareils qui

1. Une idée, soit dit en passant, qui peut être implicitement reproduite simplement en utilisant le Sud Global comme contexte de choix pour enquêter sur la violence, ce qui est souvent le cas pour les travaux portant sur la violence urbaine (pour d'autres discussions sur ce problème, voir Glass, Seybolt et Williams, 2022 ; Pavoni, Tulumello, 2023).

relient les choses, les espaces et les personnes – jouent un rôle de plus en plus probant dans l’organisation des dynamiques sociopolitiques contemporains, l’analyse des infrastructures révèle comment « les relations de pouvoir et de hiérarchie se traduisent par des formes palpables de préjudice physique et émotionnel » (*ibid.*, p. 402). En bref, la violence infrastructurelle examine la manière dont la violence (structurelle) « circule [aussi] à travers des formes infrastructurelles matérielles » (*ibid.*, p. 405).

La notion de violence symbolique a également joué un rôle de premier plan dans le renouvellement des études sur les dimensions spatiales de la violence, en particulier dans le monde francophone. Par exemple, Marie Morelle et Fabrice Ripoll (2009) utilisent la notion de violence symbolique, ou « morale », à laquelle les chercheurs peuvent être confrontés sur leurs terrains de recherche. Dans sa recherche sur les enfants des rues dans les villes africaines, Marie Morelle (2006) distingue en outre les formes physiques et visibles de la violence sociale de celles, plus « invisibles », qui se déploient dans les contextes familiaux ou autour des questions de santé. Dans son travail sur Jakarta, Jérôme Tadié (2006) fait de la violence un concept géographique central. L’auteur y critique l’« ethnocentrisme » et la tendance à la normativité des travaux sociologiques sur la criminalité et rejette l’idée que la violence n’est qu’un problème social parmi d’autres. En analysant les différentes formes de violence – physique, structurelle et symbolique par exemple – à différentes échelles (du national au très local), il soutient que la violence fait partie intégrante de la vie urbaine, des luttes sociales et des stratégies d’appropriation des ressources dans les territoires urbains. Dans ce contexte, elle est comprise comme une dynamique intrinsèque aux relations de pouvoir qui organisent les rapports sociaux et les luttes dans les contextes urbains, ce qui permet « de mieux comprendre la ville et la société urbaine dans son ensemble » (*ibid.*, p. 11).

Si les notions de violences structurelle et symbolique ont permis de mieux considérer le rôle de la violence dans l’organisation de l’espace, de récents travaux témoignent aussi d’un renouvellement des approches ayant trait aux spatialités de la violence.

Les « nouvelles » spatialités de la violence

Le renouveau de la recherche sur les différentes dimensions spatiales de la violence couvre de nombreux sujets de recherche en géographie et en études urbaines. Les développements dans les études sur les migrations (voir l’article de Luna Vives dans le présent numéro), par exemple, ont intégré des compréhensions plus larges de la notion de violence (physique, intime et genrée, entre autres) liée à différentes formes

de contrôle de l'État et de la population ainsi qu'à la manière dont les individus et les familles vivent les processus de migration (Bachelierie, 2020 ; Faret, 2020 ; Quiminal et Blum Le Coat, 2013 ; Schmoll, 2020). Récemment aussi, l'étude de l'évolution des mouvements sociaux et de leurs stratégies de contestation, que ce soit à propos des actions liées aux luttes climatiques ou au sujet des violences policières (voir également la rubrique Espace public de ce numéro), témoigne du renouvellement des études spatiales de la violence (en France, voir par exemple Chevalier et Sibertin Blanc, 2021 ; Egon et Laslaz, 2020 ; Gondreau et Bridier, 2020). Les révoltes de juin et juillet 2023 en France ont démontré une fois de plus que la violence se situe à l'interface des logiques d'exclusion et des stratégies de lutte contre les injustices spatiales.

Dans les contextes urbains, certaines recherches ont par ailleurs montré comment les processus de développement urbain et la fabrication de la ville et de son imaginaire génèrent diverses formes de violence (Handel, 2021 ; Rodgers, 2016). D'autres ont souligné comment la montée de nouvelles formes de violence, comme la « violence financière » par exemple (Fields et Raymond, 2021 ; Ponder et Omstedt, 2022) est la conséquence de changements plus larges dans la gouvernance municipale, la production de logements et la financiarisation.

Le renouvellement des théories critiques a également nourri la diversification des travaux sur les dimensions spatiales de la violence, notamment en ce qui concerne l'exclusion de classes sociales et de groupes genrés et racialisés spécifiques (Davis, 2020 ; Fields et Raymond, 2021 ; Jolivet, Khelifi et Vogler, 2021 ; Kern et Mullings, 2013 ; Najib, 2019 ; Recoquillon, 2020). Les approches par le genre et le féminisme ont privilégié les expériences individuelles ainsi que l'usage et les représentations d'espaces particuliers comme la rue ou les espaces publics et domestiques (Bonté, 2021 ; Kelly et Tillous, 2019 ; Prieur, 2015 ; Raibaud, 2011 ; Tillous, 2022 ; Tillous et Lachenal, 2021 ; voir aussi la rubrique Espace public de ce numéro).

La littérature que nous avons brièvement évoquée ci-dessus montre que de multiples formes de violence et diverses façons d'appréhender la notion d'espace se chevauchent. L'une des implications des approches relationnelles que nous préconisons est que la relation entre l'espace et la violence ne peut jamais être expliquée par des causalités binaires : si les structures produisent effectivement de la violence, l'espace est un médiateur crucial qui complexifie les formes et causalités de la violence.

En résumé, le défi consiste à conceptualiser la relation entre la violence et l'espace tout en évitant plusieurs formes de réductionnisme et de déterminisme spatial. Avec cet objectif en tête, nous suivons James Tyner et Joshua Inwood qui soutiennent que « la violence doit être théorisée comme n'ayant pas de qualité universelle – mais

comme étant produite par, et produisant, des modes de production dépendants de facteurs sociospatiaux contingents » (2014, p. 771). En outre, le fait de se limiter à une compréhension structuraliste de la violence pose le risque d'une forme de réductionnisme, ce qu'Andrea Pavoni et Simone Tulumello (2023 ; chapitre I) nomment l'« abstraction de la violence », idée selon laquelle la violence serait simplement le résultat de facteurs structurels et de relations de pouvoir. Bien que le capitalisme soit l'un des principaux moteurs de la violence, elle ne peut être réduite à un épiphénomène de celui-ci – et l'espace a son importance. Les récentes réflexions sur les infrastructures (voir ci-dessus) nous montrent la nécessité de considérer les enchevêtrements complexes entre les structures, les espaces, les lieux et les choses dans la matérialisation locale de phénomènes plus globaux. En ce sens, la nature de la relation entre la violence et l'espace dépend en grande partie de la conceptualisation et de la définition de ces deux termes, ainsi que des relations qui les unissent. Cela signifie qu'une compréhension relationnelle, processuelle et matérialiste de l'espace et de la violence devient nécessaire (Springer, 2011).

La violence et la production d'espace

Plusieurs décennies d'études urbaines critiques ont contribué à déconstruire les limites de l'analyse de la violence « dans la ville » héritées de l'écologie urbaine. Ces approches s'appuyaient sur une vision cloisonnée du monde et sur la proposition de théories universelles tirées de l'étude de quelques villes du Nord seulement. La compréhension de l'urbain et de ses dynamiques sociales y était rigide et peu dynamique. Au contraire, comprendre l'urbain comme un processus plus global permet de penser la violence urbaine de manière relationnelle et processuelle (voir Pavoni et Tulumello, 2020 ; 2023).

Nous supposons que ces réflexions sont précieuses pour comprendre le lien entre l'espace et la violence au-delà du champ de l'« urbain » – parce que ce dernier, ici, est compris conformément aux discussions récentes remettant en question à la fois son assimilation à la « ville » et la dichotomie urbain/rural (voir ci-dessous). Dans ce contexte, la notion de production de l'espace semble particulièrement bien adaptée pour développer une analyse relationnelle des dynamiques spatiales de la violence.

Bien que la notion de production de l'espace ait fait l'objet de nombreux débats (voir, entre autres, Elden, 2004 ; Schmid, 2008 ; Soja, 1996), l'objectif de cette introduction n'est certainement pas de discuter de ses diverses implications épistémologiques. Présentons plutôt brièvement les trois principales raisons pour questionner les interrelations entre violence et espace. Premièrement, en s'appuyant

sur le postulat que l'espace est avant tout un « produit social » (Lefebvre, 2000 [1974]), la notion de production de l'espace permet de considérer les dimensions tant matérielles que discursives ou symboliques de l'espace social. Par ailleurs, elle renvoie également à des conceptions plus phénoménologiques de l'espace (Schmid, 2008) en soutenant que ce dernier est aussi perçu, conçu et vécu par les individus et à travers les relations sociales. En suivant Christian Schmid, nous comprenons donc l'espace en tant que « réseau complexe de relations qui est continuellement produit et reproduit » (*ibid.*, p. 41). Dans ce contexte, la violence est comprise telle une dimension à la fois matérielle et immatérielle de cette production et reproduction de l'espace, ainsi que comme un élément clé des relations et des processus sociaux qui produisent l'espace en général.

Deuxièmement, notre utilisation du terme « production » renvoie aux grandes forces qui contribuent à façonner l'espace en tant que produit social (non seulement le capitalisme, mais aussi le patriarcat, le racisme, le pouvoir, etc.), ainsi qu'aux actions, discours et représentations des individus et des groupes qui sont confrontés à ces forces et les organisent. Il s'agit aussi d'une perspective essentielle pour saisir l'importance de la violence dans les modes de production de l'espace qui accompagne l'émergence, la consolidation et la généralisation du modèle de l'État-nation. Par exemple, la production de frontières est cruciale pour la reproduction des privilèges de ceux qui sont du bon côté de la ligne (Jones, 2017). Comme le révèlent les articles de Mirna Pedalo et de Luna Vives dans ce numéro, la frontière en soi est un espace de violence. Par ailleurs, les frontières démontrent qu'il ne faut pas réduire la relation entre espace et violence à un épiphénomène du développement capitaliste, non seulement parce que les frontières deviennent de plus en plus des dispositifs multiscalaires, mais aussi parce que c'est dans le franchissement des frontières que beaucoup voient la possibilité d'une politique radicale (Mezzadra et Neilson, 2013).

Troisièmement, notre discussion approfondit l'engagement actuel avec l'une des conceptualisations les plus fécondes, et à la fois les plus contestées des études urbaines, dérivées de la production d'espace, à savoir l'idée que l'urbanisation devrait être considérée comme un processus global et planétaire. Henri Lefebvre (1970) l'a soutenu il y a longtemps, l'urbanisation rapide à l'échelle mondiale montre que le capitalisme mondial met la planète entière au service des villes et de l'urbanisation. La généralisation de ce phénomène conduit à la naissance d'une nouvelle condition humaine, un phénomène qu'il a appelé « urbanisation planétaire ». Selon lui, l'urbain ne doit plus être conçu comme le simple résultat du capitalisme industriel, mais plutôt comme sa raison d'être et son moteur. En tant que tel, l'urbain est une logique sociospatiale « complète » qui modifie et façonne, à l'échelle mondiale, les relations de production ainsi que les forces politiques et sociales. L'idée de l'urbanisation

comme processus planétaire (Brenner, 2013 ; Brenner et Schmid, 2014) a été notamment mobilisée pour saisir les formes de violence engendrées par la restructuration sociospatiale nécessaire à l'expansion et à la consolidation du capitalisme dans et au-delà des villes (Valayden, 2016 ; Arboleda, 2020 ; Pavoni et Tulumello, 2020). Dans le même temps, les critiques de l'urbanisation planétaire et les appels à enrichir la théorie urbaine par le postcolonialisme, les approches comparatives, les théories des réseaux d'acteurs ou les études féministes (Buckley et Strauss, 2016 ; Merrifield, 2013 ; Peake *et al.*, 2018) résonnent parfaitement avec notre volonté d'éviter de considérer la violence comme un processus abstrait et théorique qui découlerait directement des grandes forces qui organisent la production de l'espace en général.

La production d'espace reste donc un concept puissant pour articuler la violence et l'espace, car il offre une perspective épistémologique à travers laquelle nous pouvons considérer la manière dont l'expansion de l'urbain génère de la violence au sein et au-delà de la ville. À travers la notion de production de l'espace, nous gardons également à l'esprit la nécessité de considérer les « frictions » (Tsing, 2011) qui émergent de la rencontre entre des processus qui agissent aux échelles tant globales que locales, nationales ou nationales. C'est bien à l'interface de ces échelles que les multiples facettes spatiales de la violence se font jour.

À propos des articles de ce numéro

Les cinq articles de ce numéro spécial abordent différentes catégories, ou modes, de production de l'espace et examinent diverses formes de violence. Les articles portent par ailleurs sur des études de cas situées en Amérique du Sud (Colombie et Argentine), en Asie du Sud-Est (Cambodge) et en Europe occidentale et orientale (Espagne, Bosnie-Herzégovine).

Deux articles de ce numéro traitent spécifiquement de la violence générée par les frontières, dans la lignée des travaux de Reece Jones sur les « frontières violentes » (2017). En se concentrant sur le contrôle migratoire, l'analyse de Luna Vives sur les enfants migrants aux frontières de l'Espagne met en évidence deux formes de violence étatique : la violence administrative des procédures de détermination de l'âge et celle de l'exclusion spatiale par le refus d'assistance et l'expulsion. Mirna Pedalo, quant à elle, analyse le rôle conjoint des frontières, de la financiarisation et de l'urbanisation dans la production de l'espace. Elle examine plus particulièrement la violence d'après-guerre liée aux discontinuités émergeant de la ligne de démarcation de la Bosnie-Herzégovine issue de l'accord de paix de Dayton. Les flux d'investissements spéculatifs

différentiels dans les secteurs foncier et immobilier le long de cette « ligne de démarcation invisible » ont ouvert la porte à une « violence lente ».

L'article de Gabriel Fauveaud s'intéresse à la production de l'espace par la marchandisation des terres, la financiarisation et l'urbanisation à Sihanoukville au Cambodge. Cette contribution se concentre sur la dimension historique de la violence foncière pour montrer les logiques transversales de l'exclusion sociospatiale dans la production de l'espace. Si la violence liée aux dynamiques foncières est surtout analysée comme la conséquence des évictions et des expulsions, Gabriel Fauveaud montre qu'elle découle aussi de relations de pouvoir construites sur le temps long. Celles-ci participent de l'invisibilisation et de la criminalisation des populations précaires, ce que l'auteur nomme la « subalternité foncière », en s'inspirant des concepts des études subalternes (Roy, 2011 ; Spivak, 2005).

Dans une même dynamique, Estefania Martinez Esguerra analyse elle aussi les dimensions historiques de la violence liées aux appropriations foncières. L'autrice prend l'exemple de la production postconflit de l'espace dans l'Orénoque, en Colombie. Elle y examine les effets de la mise en œuvre de la loi ZIDRES qui favorise le développement agro-industriel à grande échelle sur des terres présumées « vacantes ». L'autrice souligne la manière dont cette politique conduit à la formalisation et à une privatisation de l'appropriation du foncier sur des terres accaparées illégalement par le passé. Par cet exemple, elle montre que les spoliations violentes du passé se prolongent aujourd'hui sous des formes plus institutionnelles et formelles. Cette étude de cas représente ainsi une contribution importante aux travaux existants portant sur les conflits en Colombie (voir notamment Grajales, 2017a ; 2017b).

Enfin, l'article de Mara Duer porte sur l'agro-industrie rizicole à San Salvador en Argentine, laquelle s'est développée sur les prémises coloniales de l'extractivisme agraire. L'autrice analyse comment la pollution générée par les activités agricoles de l'agroville engendre une « violence environnementale » forte qui se traduit spatialement par l'émergence de « zones de sacrifice » où les taux de cancer sont anormalement élevés. Cette violence s'inscrit finalement un « continuum de dommages » (Maldonado, 2018 ; Randolphe, 2021).

Bien que ces cinq articles et les contributions de la rubrique Espace public ne visent pas à l'exhaustivité, ils mettent en lumière différents liens entre la violence et la production de l'espace. Ils s'intéressent à la violence étatique émanant de la production de territoires, qu'il s'agisse de nations, de zonages, de projets urbains ou de propriétés individuelles. Ils donnent un aperçu de la spatialisation de l'accumulation du capital (urbanisation, marchandisation, financiarisation, processus d'extraction, etc.) et des manifestations spatiales d'un ordre social violent dans lequel la violence à l'égard de

certains groupes tels que les migrants, les soi-disant squatters ou les villageois devient une « pratique sociale » qui est finalement considérée comme acceptable (Gervais-Lambony et Dufaux, 2009).

Toutes ces contributions montrent également comment la violence est un élément central dans la perpétuation et l'aggravation des injustices sociales et spatiales. Pour aborder ces questions, il est essentiel de dépasser une approche « individualiste » de la violence et d'interroger les forces collectives qui l'organisent et perpétuent les logiques d'oppression de groupes sociaux spécifiques (North, Wallis et Weingast, 2009 ; Tilly, 2003 ; Young, 2011). Dans cette optique, la violence doit être considérée comme le résultat d'organisations et de relations sociales qui produisent de l'espace de diverses manières. La façon dont les sociétés définissent la violence et l'intègrent dans leurs processus institutionnels révèle toujours comment elles perçoivent l'« ordre social » (North, Wallis et Weingast, 2009) et les moyens de le maintenir. Puisque la violence existera toujours, les forces spatialisées qui dictent son intensité, son mode opératoire et ses cibles doivent continuer à être analysées. Dans ce contexte, aborder la justice spatiale à travers le prisme de la violence nous permet de saisir de manière intersectionnelle le spectre des logiques d'exclusion qui alimentent les injustices et les luttes déployées contre celles-ci. Dans un contexte de disparition des États-nations (Appadurai, 2006), d'une représentation politique défailante (Thomassen et van Ham, 2014), de « démocraties menacées » (Amin, 2014) ou de « politiques antidémocratiques » (Brown, 2019), les anciens débats révolutionnaires sur la nécessité de recourir à la violence pour faire progresser la justice spatiale trouvent un terrain propice à un renouveau populaire. Par conséquent, le débat sur les interrelations entre la violence et la justice spatiale pourrait être plus nécessaire que jamais.

Pour citer cet article

Allaverdian Céline, **Fauveaud** Gabriel, **Tulumello** Simone, 2023, « Violence et production de l'espace » [“Violence and the production of space »], *Justice spatiale / Spatial Justice*, 18 (<http://www.jssj.org/article/violence-et-production-de-lespace/>).

Bibliographie

Amin Samir, 2014, « Le droit bafoué, la démocratie menacée », *La Pensée*, 377(1), p. 15-22.

- Appadurai** Arjun, 2006, *Fear of Small Numbers: An Essay On The Geography Of Anger*, Durham, Duke University Press.
- Arboleda** Martín, 2020, *Planetary mine: Territories of extraction under late capitalism*, Londres-New York, Verso Books.
- Bachelier** Sarah, 2020, « La traque policière des étranger-es à la frontière franco-italienne (Hautes-Alpes) comme "maintien de l'ordre" social et racial », *Journal of Alpine Research/Revue de géographie alpine*, 2(108) (<https://doi.org/10.4000/rga.7208>).
- Baviskar** Amita, 1999, *In the belly of the river: tribal conflicts over development in the Narmada Valley*, Delhi, Oxford University Press.
- Bonté** Milan, 2021, « Enquêter les personnes trans en géographie. Des méthodes participatives pour répondre aux enjeux de la surétude ? », *Annales de Géographie*, 6(742), p. 47-70.
- Bourdin** Sébastien, **Chancelier Wandji** Bertrand, 2019, « Les signatures spatiales de la criminalité dans les villes du Sud. L'exemple de la ville de Yaoundé », *Monde en développement*, 47(4), p. 149-178.
- Bourgey** André, 1985, « La guerre et ses conséquences géographiques au Liban », *Annales de Géographie*, 521, p. 1-37.
- Brenner** Neil, 2013, « Theses on Urbanization », *Public culture*, 25(1), p. 85-114.
- Brenner** Neil, **Schmid** Christian, 2014, « The "urban age" in question », *International journal of urban and regional research*, 38(3), p. 731-755.
- Brown** Wendy, 2019, *In the ruins of neoliberalism: the rise of antidemocratic politics in the West*, New York, Columbia University Press.
- Buckley** Michelle, **Strauss** Kendra, 2016, « With, against and beyond Lefebvre: Planetary urbanization and epistemic plurality », *Environment and Planning D: Society and Space*, 34(4), p. 617-636.
- Burte** Himanshu, **Kamath** Lalitha, 2017, « The violence of worlding: Producing space in neo-liberal Durban, Mumbai and Rio de Janeiro », *Economic and Political Weekly*, 52(7), p. 66-74.
- Calas** Bernard, 1998, *Kampala : la ville et la violence*, Paris, Éditions Karthala.

- Cambrézy** Luc, 2007, « Réfugiés et migrants en Afrique : quel statut pour quelle vulnérabilité ? », *Revue européenne des migrations internationales*, 23(3), p. 13-28.
- Cambrézy** Luc, 2001, *Réfugiés et exilés : crise des sociétés, crise des territoires*, Paris, Éditions des Archives contemporaines.
- Chauvin** Emmanuel, **Magrin** Géraud, 2020, « Violences et régionalisation en Afrique centrale », *Belgeo. Revue belge de géographie*, 4.
- Chevalier** Dominique, **Sibertin-Blanc** Mariette, 2021, *Géographies de la colère. Ronds-points et prés carrés*, Paris, L'Harmattan-CNRS.
- Clochard** Olivier, 2007, *Le jeu des frontières dans l'accès au statut de réfugié. Une géographie des politiques européennes d'asile et d'immigration*, université de Poitiers.
- Colombijn** Freek, 2018, « The production of urban space by violence and its aftermath in Jakarta and Kota Ambon, Indonesia », *Ethnos*, 83(1), p. 58-79.
- Coy** Martin, 2006, « Gated communities and urban fragmentation in Latin America: the Brazilian experience », *GeoJournal*, 66(1-2), p. 121-132.
- Davis** Diane, 2020, « City, nation, network: Shifting territorialities of sovereignty and urban violence in Latin America », *Urban Planning*, 5(3), p. 206-216.
- Davies** Thom, 2022, « Slow violence and toxic geographies: "Out of sight" to whom? », *Environment and Planning C: Politics and Space*, 40(2), p.409-427.
- Dorai** Mohamed Kamel, 2013, *Les réfugiés palestiniens du Liban : une géographie de l'exil*, Paris, CNRS Éditions.
- Dorier-Apprill** Élisabeth, **Ziavoula** Robert, 1995, « Géographie des ethnies, géographie des conflits à Brazzaville », dans Le Bris Émile (éd.), *Villes du sud : sur la route d'Istanbul*, Paris, ORSTOM, p. 259-289.
- Dory** Daniel, 2018, « L'analyse géopolitique du terrorisme : conditions théoriques et conceptuelles », *L'Espace politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, 3(33) (<https://doi.org/10.4000/espacepolitique.4482>).
- Egon** Axelle, **Laslaz** Lionel, 2020, « La ZAD de Roybon face à Center Parcs. Occuper l'espace pour résister », *Géocarrefour*, 94(4) (<https://doi.org/10.4000/geocarrefour.16396>).

- Elden** Stuart, 2004, *Understanding Henri Lefebvre: Theory and the Possible*, Londres, Continuum.
- Fanon** Frantz, 1961, *Les damnés de la terre*, Paris, Maspero.
- Faret** Laurent, 2020, « Migrations de la violence, violence en migration. Les vulnérabilités des populations centraméricaines en mobilité vers le Nord », *Revue européenne des migrations internationales*, 1, p. 31-52.
- Fields** Desiree, **Raymond** Elora Lee, 2021, « Racialized geographies of housing financialization », *Progress in Human Geography*, 45(6), p. 1625-1645.
- Folio** Fabrice, 2007, « La criminalité à Maputo, Mozambique : origine, distribution et répercussions spatiales », *Cybergeo: European Journal of Geography*, (<https://doi.org/10.4000/cybergeo.7492>).
- Forde** Susan, 2022, « The violence of space and spaces of violence: Peace as violence in unequal and divided spaces », *Political Geography*, 93, (<https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2021.102529>).
- Gallais** Jean, 1994, *Les tropiques, terres de risques et de violence*, Paris, Armand Colin.
- Galtung** Johan, 1969, « Violence, peace, and peace research », *Journal of peace research*, 6(3), p. 167-191.
- Gervais-Lambony** Philippe, **Dufaux** Frédéric, 2009, « Justice... spatiale ! », *Annales de géographie*, 665-666(1-2), p. 3-15.
- Glass** Michael R., **Seybolt** Taylor B., **Williams** Phil, 2022, *Urban Violence, Resilience and Security. Governance Responses in the Global South*, Cheltenham, Edward Elgar.
- Gondreau** Alexandre, **Bridier** Sébastien, 2020, « Contribution à une géographie des gilets jaunes. Des centres urbains de la colère aux ronds-points de la contestation », *Géographie et cultures*, 114, p. 37-76.
- Grajales** Jacobo, 2017a, « De la spoliation à l'accumulation : violence, pacification et conflits fonciers en Colombie », *Critique internationale*, 75(2), p. 21-36.
- Grajales** Jacobo, 2017b, « Privatisation et fragmentation de la violence en Colombie. L'État au centre du jeu », *Revue française de science politique*, 67(2), p. 329-348.
- Hall** Derek, **Hirsch** Philip, **Li** Tania, 2011, *Powers of exclusion: land dilemmas in Southeast Asia*, Honolulu, University of Hawai'i Press.

- Handel** Ariel, 2021, « Urban violence. The dialectics of city-making and ruination in settler-colonial settings », *Lo Squaderno*, 59, p. 21-24.
- Jolivet** Violaine, **Khelifi** Chakib, **Vogler** Antoine, 2021, « Stigmatisation par l'espace à Montréal-Nord : revitalisation urbaine et invisibilisation de la race », *Justice spatiale/Spatial Justice*, 16 (<https://www.jssj.org/article/stigmatisation-par-lespace-a-montreal-nord-revitalisation-urbaine-et-invisibilisation-de-la-race/>, consulté le 10 mai 2023).
- Jones** Reece, 2017, *Violent borders: refugees and the right to move*, Londres, Verso.
- Kelly** Liz, **Tillous** Marion, 2019, « Le continuum de la violence sexuelle », *Cahiers du genre*, 66, p. 17-36.
- Kern** Leslie, **Mullings** Beverley, 2013, « Urban neoliberalism, urban insecurity and urban violence: Exploring the gender dimensions », in **Peake** Linda, **Rieker** Martina (eds.), *Rethinking feminist interventions into the urban*, Londres, Routledge, p. 23-40.
- Kolovou Kouri** Marina, **Sakuma** Shoko, **Ortiz** Catalina, **Astolfo** Giovanna, **Rhoads** Elizabeth, 2021, *Trajectories of spatial violence in Southeast Asian cities*, Londres, University College London.
- Krishnan** Suneeta, 2005, « Gender, caste, and economic inequalities and marital violence in rural South India », *Health care for women international*, 26(1), p. 87-99.
- Landman** Karina, **Schönteich** Martin, 2002, « Urban fortresses: Gated communities as a reaction to crime », *African Security Review*, 11(4), p. 71-85.
- Lefebvre** Henri, 1970, *La révolution urbaine*, Paris, Gallimard.
- Lefebvre** Henri, 2000 [1974], *La production de l'espace*, Paris, Anthropos.
- Le Tourneau** François-Michel, 2020, *Chercheurs d'or. L'orpaillage clandestin en Guyane française*, Paris, CNRS éditions.
- Low** Setha M., 2001, « The edge and the center: Gated communities and the discourse of urban fear », *American anthropologist*, 103(1), p. 45-58.
- Magrin** Géraud, 2008, « Tchad 2008. Géographie d'une guerre ordinaire », *EchoGéo* (<https://doi.org/10.4000/echogeo.2249>).

- Maldonado** Julie, 2018, *Seeking Justice in an Energy Sacrifice Zone: Standing on Vanishing Land in Coastal Louisiana*, New York, Routledge.
- Merrifield** Andy, 2013, « The urban question under planetary urbanization », *International Journal of Urban and Regional Research*, 37(3), p. 909-922.
- Mezzadra** Sandro, **Neilson** Brett, 2013, *Border as Method, or, the Multiplication of Labor*, Durham, Duke University Press.
- Morelle** Marie, 2006, « "La rue" dans la ville africaine (Yaoundé, Cameroun et Antananarivo, Madagascar) », *Annales de Géographie*, 4(650), p. 339-360.
- Morelle** Marie, **Ripoll** Fabrice, 2009, « Les chercheur-es face aux injustices : l'enquête de terrain comme épreuve éthique », *Annales de Géographie*, 1-2(665-666), p. 157-168.
- Mubi Brighenti** Andrea, **Pavoni** Andrea, 2019, « City of unpleasant feelins: Stress, animosity and comfort in urban life », *Social and Cultural Geography*, 20(2), p. 137-156.
- Najib** Kawtar, 2019, « Géographie et intersectionnalité des actes antimusulmans en région parisienne », *Hommes & migrations*, 1(1324), p. 19-26.
- Ninnin** Justine, 2014, « Ordre social, ordre spatial : territorialisation des politiques de sécurité publique à Rio de Janeiro », *EchoGéo*, 28, (<https://doi.org/10.4000/echogeo.13794>).
- North** Douglass C., **Wallis** John Joseph, **Weingast** Barry R., 2009, *Violence and social orders: A conceptual framework for interpreting recorded human history*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Pavoni** Andrea, **Tulumello** Simone, 2020, « What is urban violence? », *Progress in Human Geography*, 44(1), p. 49-76.
- Pavoni** Andrea, **Tulumello** Simone, 2023, *Urban Violence: Security, Imaginary, Atmosphere*, Lanham, Lexington.
- Peake** Linda, **Patrick** Darren, **Reddy** Rajyashree N., **Sarp Tanyildiz** Gökbörü, **Ruddick** Sue, **Tchoukaleyska** Roza, 2018, « Placing planetary urbanization in other fields of vision », *Environnement et planification D: Society and Space*, 36(3), p. 374-386.

- Ponder** Caroline, **Omstedt** Mikael, 2022, « The violence of municipal debt: From interest rate swaps to racialized harm in the Detroit water crisis », *Geoforum*, 132, p. 271-280.
- Pourtier** Roland, 2000, « Brazzaville dans la guerre : crise urbaine et violences politiques/Brazzaville in the war: urban crisis and political violence », *Annales de Géographie*, 611, p. 3-20.
- Prieur** Cha, 2015, *Penser les lieux queers : entre domination, violence et bienveillance. Étude à la lumière des milieux parisiens et montréalais*, Paris 4.
- Quiminal** Catherine, 2013, Blum Le Coat Jean-Yves, « Politiques migratoires et représentations de l'Europe chez les migrants : violences et ambivalences », *L'Espace politique*, 19 (<https://doi.org/10.4000/espacepolitique.2596>).
- Raffestin** Claude, 2019, *Pour une géographie du pouvoir*, Lyon, ENS éditions.
- Raibaud** Yves, 2011, « Géographie de l'homophobie », *Vox Geographica*, (<http://cafe-geo.net/wp-content/uploads/geographie-homophobie.pdf>, consulté le 10 mai 2023).
- Randolph** Ned, 2021, « Pipeline Logic and Culpability: Establishing a Continuum of Harm for Sacrifice Zones », *Frontiers in Environmental Science*, 9 (<https://doi.org/10.3389/fenvs.2021.652691>).
- Recoquillon** Charlotte, 2020, « "Black Lives Matter" : mobilisation politique des Noirs contre le racisme systémique dans l'Amérique d'Obama », *Géographie et cultures*, 114, p. 171-192.
- Rodgers** Dennis, 2016, « Critique of urban violence: Bismarckian transformations in Managua, Nicaragua », *Theory, Culture & Society*, 33(7-8), p. 85-109.
- Rodgers** Dennis, **O'Neill** Bruce, 2012, « Infrastructural violence: Introduction to the special issue », *Ethnography*, 13(4), p. 401-412.
- Rosière** Stéphane, 2006, « La géographie face au nettoyage ethnique. Vers une géographie inhumaine », *Bulletin de l'Association de géographes français*, 83(4), p. 448-460.
- Rosière** Stéphane, 2007, « Comprendre l'espace politique », *L'Espace politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, 1, (<https://doi.org/10.4000/espacepolitique.223>).

- Roy** Ananya, 2011, « Slumdog Cities: Rethinking Subaltern Urbanism », *International Journal of Urban and Regional Research*, 35(2), p. 223-238.
- Sassen** Saskia, 2014, *Expulsions. Brutality and Complexity in Global Economy*, Harvard, Harvard University Press.
- Schmid** Christian, 2008, « Henri Lefebvre's theory of the production of space: Towards a three-dimensional dialectic », in Goonewardena Kanishka, Kipfer Stefan, Milgrom Richard, Schmid, Christian (eds.), *Space, difference, everyday life*, New York, Routledge, p. 41-59.
- Schmoll** Camille, 2020, *Les damnées de la mer : femmes et frontières en Méditerranée*, Paris, La Découverte.
- Shaw** Ian G.R., 2019, « Worlding austerity: The spatial violence of poverty », *Environment and Planning D: Society and Space*, 37(6), p. 971-989.
- Soja** Edward W., 1996, *Thirdspace: Journeys to Los Angeles and other real-and-imagined places*, Oxford, Blackwell.
- Spivak Gayatri** Chakravorty, 2005, « Scattered speculations on the subaltern and the popular », *Postcolonial studies*, 8(4), p. 475-486.
- Springer** Simon, 2011, « Violence sits in places? Cultural practice, neoliberal rationalism and virulent imaginative geographies », *Political Geography*, 30(2), p. 90-98.
- Springer** Simon, **Le Billon** Philippe, 2016, « Violence and space: an introduction to the geographies of violence », *Political Geography*, 52, p. 1-3.
- Tadié** Jérôme, 2006, *Les territoires de la violence à Jakarta*, Paris, Belin.
- Théry** Hervé, 2018, « Géographie de la violence au Brésil », *Sécurité globale*, vol(4), p. 25-37.
- Thomassen** Jacques, **van Ham** Carolien, 2014, « Failing Political Representation or a Change in Kind? Models of Representation and Empirical Trends in Europe », *West European Politics*, 37(2), p. 400-419.
- Tillous** Marion, 2022, *Espace, genre et violences conjugales. Ce que révèle la crise de la Covid-19*, Vincennes, Presses universitaires de Vincennes.

-
- Tillous** Marion, **Lachenal** Perrine, 2021, « Can sexual violence be denounced without perpetrating class violence? Discussions on sexual harassment in Egypt », *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, 20(3), p. 231-240.
- Tilly** Charles, 2003, *The politics of collective violence*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Tsing** Anna Lowenhaupt, 2011, *Friction: An ethnography of global connection*, Princeton, Princeton University Press.
- Turco** Angelo, 2007, « Sémantiques de la violence : territoire, guerre et pouvoir en Afrique mandingue », *Cahiers de géographie du Québec*, 51(144), p. 307-332.
- Tyner** James, **Inwood** Joshua, 2014, « Violence as fetish: Geography, Marxism, and dialectics », *Progress in Human Geography*, 38(6), p. 771-784.
- Valayden** Diren, 2016, « Racial feralization: Targeting race in the age of "planetary urbanization" », *Theory, culture & society*, 33(7-8), p. 159-182.
- Walraet** Anne, **Yéré** Henri-Michel, 2008, « Violence et géographie du pouvoir et de l'enrichissement dans la zone frontière de Chukudum (Sud Soudan) », *Politique africaine*, 3, p. 90-109.
- Watts** Michael J., 1983, *Silent violence: Food, famine, and peasantry in northern Nigeria*, Berkeley, University of California Press.
- Wirth** Louis, 1938, « Urbanism as a Way of Life », *American journal of sociology*, 44(1), p. 1-24.
- Young** Iris Marion, 2011, *Justice and the Politics of Difference*, Princeton, Princeton University Press.